

Bangui, le 25 octobre 2017

A l'attention de Son Excellence António Manuel de Oliveira Guterres, Secrétaire Général des Nations-Unies.

Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies,

En vous remerciant pour votre intérêt et votre visite en RCA, et de nous offrir l'opportunité de partager avec vous nos préoccupations et de prendre le temps de nous rencontrer, veuillez trouver ci-dessous, pour plus de clarté, ce qui nous semble constituer les enjeux principaux et les plus urgents.

Comme vous le savez, la situation centrafricaine est complexe. L'assistance humanitaire dont nous sommes les maîtres d'œuvre principaux n'est pas à la hauteur des besoins. Les efforts du Système des Nations Unies et du Gouvernement centrafricain pour soutenir la protection et la réponse aux besoins des populations civiles victimes du conflit politico-militaire qui affecte le pays et trouver une solution politique n'ont pas encore porté leurs fruits.

C'est avec beaucoup d'humilité que nous vous adressons ce courrier, dans l'état d'esprit constructif qui caractérise nos relations avec les autorités gouvernementales centrafricaines et avec la MINUSCA.

Au gouvernement centrafricain, pour votre information, nous continuons à demander une prise de position sans ambiguïté face aux attaques perpétrées à l'encontre des populations civiles ainsi qu'envers les acteurs humanitaires. De même, votre visite coïncide avec la discussion par l'Assemblée Nationale d'un projet de loi visant à réformer la réglementation en vigueur pour les Organisations Non Gouvernementales. Ce texte diffère en de nombreux points du consensus établi après un long travail de concertation entre le Ministère de tutelle et les ONG et risque de restreindre encore plus notre capacité de venir en aide aux populations du fait de l'épaississement des procédures administratives qu'il prévoit, voire d'une atteinte aux principes fondamentaux de l'aide humanitaire et en particulier l'indépendance et l'impartialité.

Les civils sont directement ciblés par les groupes armés, les ONG ne peuvent pas intervenir et sont parfois obligées de suspendre leurs activités, voire d'évacuer les zones parce que directement menacées ou ciblées. A chaque fois, plusieurs dizaines de milliers de personnes vulnérables sont privées de secours. Dans le sud-est où la situation sécuritaire est catastrophique, lorsque nous le pouvons, c'est par avion uniquement que nous intervenons et cela coûte extrêmement cher. Les acteurs humanitaires font face à une montée de violence à leur égard et sont de plus en plus souvent victimes d'exactions. Cela a eu pour effet de nombreuses relocalisations du personnel humanitaire. L'arrêt

même temporaire de l'assistance aux populations génère un sentiment d'abandon ayant pour conséquence une mauvaise perception des acteurs humanitaires.

Nous faisons face à une explosion des besoins humanitaires alors que l'accès humanitaire se réduit. Ceci a un impact sur notre réactivité et sur la qualité de nos interventions. Notre relation avec les populations bénéficiaires en est affectée et nous faisons face à un problème d'acceptation. Les contraintes auxquelles nous faisons face forment un cercle vicieux. La réduction de l'accès humanitaire est une conséquence de la crise, mais c'est souvent aussi au moment où les populations sont les plus vulnérables que nous ne pouvons pas intervenir. Le bas niveau de financements auquel nous faisons face est aussi cause et conséquence à la fois.

Afin de briser ce cercle vicieux, dans le contexte du renouvellement du mandat de la MINUSCA nous pensons qu'un renforcement de celle-ci à différents niveaux devrait avoir un impact positif et contribuer à la sauvegarde de l'espace humanitaire:

- La priorisation absolue de la protection des populations civiles dans la hiérarchie des priorités de la mission tant au niveau militaire que politique;
- Le renforcement des moyens humains et matériels afin de garantir une plus forte réactivité, voire la possibilité de déploiement préventif à fin d'éviter les conflits et les déplacements de population qui en résultent;
- L'augmentation et le renforcement de la composante de police pour lutter contre la criminalité et l'impunité et assurer la sécurité et le caractère civil et inviolable des camps de déplacés et des infrastructures d'aide comme les hôpitaux et les installations humanitaires;
- Le renforcement de la chaîne de commandement de la force entre Bangui et les régions, et de la liaison avec les communautés au niveau des zones de responsabilité de chaque contingent afin d'améliorer la réactivité et l'acceptation des forces de maintien de la paix ;
- L'application et le respect des « guidelines » civilo-militaires qui viennent juste d'être signés par la Mission Intégrée après plusieurs années de discussion afin d'éviter de façon stricte toute confusion entre militaire et humanitaire et une réduction subséquente de l'espace humanitaire.

Monsieur le Secrétaire-Général , en espérant que votre visite ai l'impact positif que mérite la population centrafricaine et en vous souhaitant tous nos vœux de succès face aux enjeux globaux de votre position, nous, représentants des ONG internationales membres du CCO en RCA, restons à votre entière disposition et vous assurons de notre volonté de continuer à jouer un rôle actif et proactif dans l'assistance aux populations vulnérables, le relèvement et le développement du pays.

Pour le Comité de Coordination des ONG internationales (CCO)

Le président Mohammed Chikhaoui.